**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ET D'UTILISATION
DES INSTALLATIONS SPORTIVES ET DES LOCAUX
DU STADE MAURICE DAVID**

Délibération n° du Bureau de la Métropole du 20 octobre 2022

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I.
Sis

**La Métropole Aix-Marseille-Provence
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE**

représenté par

Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération du Conseil de la Métropole en date du 20 octobre 2022.

ci-après désigné

« la Métropole »

ET

L'association / L'établissement public / L'organisme public / L'organisme privé / Autre

Dénomination :

Sis(e)
.....

Représenté par **assurant la fonction de**

ci-après désigné(e) **« l'Organisateur »**

Il est convenu ce qui suit :

TABLE DES MATIÈRES

Article 1 : Objet de la convention	4
Article 2 : Conditions de mise à disposition.....	4
Article 3 : obligations de la métropole	5
Article 4 : obligations de l'Organisateur	5
Article 5 : Généralités	5
5.1. Généralités.....	5
5.2. Sécurité / Sureté	6
5.3. Etat des lieux / constat d'huissier	6
5.4. Dégradations / Sinistres.....	6
5.5. Assurances	7
Article 6 : Existence du contrat	7
6.1. Prise d'effet du contrat	7
6.2. Résiliation de la convention.....	7
6.3. Tribunal compétent.....	8
7. Autres clauses.....	8
7.1. Billetterie.....	8
7.2. Prestations annexes	8
8. Redevance d'occupation domaniale.....	9
9. Annexes	9

Préambule

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire du stade Maurice David, 20 avenue Marcel Pagnol – 13 090 Aix-en-Provence.

Cet équipement fait l'objet de deux conventions de mise à disposition à titre payant aux deux clubs de rugby de la Ville d'Aix-en-Provence, la SASP Provence Rugby, prioritaire dans toutes utilisations du stade et l'association AUC Rugby (référence aux délibérations et aux conventions), ainsi qu'une convention à titre gracieux au profit de l'association Provence Rugby pour les matchs de ses équipes jeunes.

La Métropole souhaite, à titre exceptionnel, pouvoir mettre à disposition tout ou partie de cet équipement à d'autres organismes publics ou privés en vue de développer l'attractivité du territoire par l'organisation d'événements à caractère sportifs ou non.

Les manifestations faisant l'objet d'une mise à disposition du stade ou de ses équipements devront participer :

- au rayonnement sportif ou culturel métropolitain par l'accueil et l'organisation d'événements de qualité dédiés au plus grand nombre,
- au dynamisme économique grâce à l'accueil de manifestations de type congrès, salons, conventions ou expositions.

En outre, La Métropole Aix-Marseille-Provence étudiera les éléments d'organisation de la manifestation et validera, le cas échéant, sa faisabilité en lien avec les autorités compétentes.

Il convient de noter que les manifestations dont l'objet est contraire à l'ordre public ou manifestement en contradiction avec l'image et la vocation du stade Maurice David ne seront pas autorisées, l'accord préalable et exprès de la Personne Publique étant une condition obligatoire à la mise à disposition.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise à disposition des installations du stade Maurice David, de ses équipements et matériels, en faveur des Organisateur.

Ceci étant exposé, il est convenu et arrêté entre les parties ce qui suit :

Définitions :

La Métropole : Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire du Stade Maurice David et des équipements et matériels le constituant, exception de ceux propriété des clubs résidents, situé 20 avenue Marcel Pagnol – 13 090 Aix-en-Provence.

L'Organisateur : structure sollicitant la mise à disposition du stade Maurice David en vue d'y organiser un événement.

L'Événement : (nom de l'événement et descriptif succinct).

Les Clubs Résidents : structures bénéficiant d'une convention annuelle ou pluriannuelles de mise à disposition des installations du stade Maurice David, soit la SASP Provence Rugby, prioritaire dans toutes les utilisations du stade, l'association AUC Rugby et l'association Provence Rugby.

Le Stade : stade Maurice David, équipements sportif situé 20 avenue Marcel Pagnol - 13 090 Aix-en-Provence, mis à disposition de l'Organisateur, conformément aux dispositions de l'article 2 de la présente convention.

Préambule,

Le Stade Maurice David accueille le _____ (date),
_____ (nom de l'événement)
_____ (description de l'événement), conformément à la
demande écrite de l'Organisateur en date du (date de rédaction du courrier de demande).

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise à disposition ponctuelles des installations du Stade Maurice David, de ses équipements et matériels, en faveur de l'Organisateur.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE MISE À DISPOSITION

Afin d'organiser l'Événement se déroulant le (date) _____ à (horaire de début) _____ et dont la fin prévisionnelle est envisagée à (horaire de fin / fermeture du Stade) _____, la Métropole consent la mise à disposition du Stade à l'Organisateur du _____ (date et heure de début de la mise à disposition) au _____ (date et heure de fin de la mise à disposition).

Cette mise à disposition inclut les espaces suivants définis sur le plan en annexe 1 de la présente convention :

- Terrains d'honneur
- Tribune Ouest : locaux N° (à compléter) _____

- Tribune Nord : locaux N° (à compléter) _____

- Tribune Est : locaux N° (à compléter) _____

- Tribune Sud : locaux N° (à compléter) _____

- Bâtiment d'accueil : locaux N° (à compléter) _____

La mise à disposition des organes techniques du Stade (gestion technique centralisée, poste central de sécurité, sonorisation, affichages dynamiques, _____ (compléter si nécessaire) nécessite la présence de techniciens qualifiés et rodés à leurs exploitations.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA MÉTROPOLE

La Métropole prendra en charge exclusivement les prestations suivantes :

- La mise à disposition du Stade Maurice David propre et en état de fonctionnement ;
- La permanence d'agents chargés de la gestion quotidienne du Stade (ouverture / fermeture / nettoyage) ;
- La mise à disposition des sources d'énergies existantes et la prise en charge des consommations en lien avec ces sources d'énergie.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

Le Stade Maurice David est mis à disposition de l'Organisateur conformément aux tarifs définis par la Métropole dans sa délibération n°..... du Conseil de la Métropole du 20 octobre 2022 (annexe 2).

L'Organisateur assurera directement et à sa charge toutes les prestations de nettoyage pendant et à l'issue de la période de la mise à disposition définie à l'article 2.

Il assurera en outre, à ses frais, la protection du revêtement synthétique du terrain de sport dès lors que la Métropole rendrait cette protection obligatoire, par la pose d'éléments normés et décrits dans le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) fournit par le fabricant. L'Organisateur prendra également en charge le démontage des installations de protection à l'issue de l'évènement et les travaux nécessaires afin de rendre au terrain sa performance sportive conformément à l'homologation de l'IRB en faisant appel obligatoirement au titulaire du marché d'entretien du Stade.

Toute modification des installations ou toute installation particulière doit recevoir l'accord de la Métropole qui exigera une assurance spéciale pour en couvrir les risques.

L'Organisateur devra remettre à la Métropole, 24 heures avant l'ouverture au public, un rapport sans observation d'un bureau de contrôle attestant de la conformité de l'ensemble des installations techniques réalisées en vue d'organiser l'Evènement.

D'une manière générale, il est de la responsabilité de l'Organisateur d'obtenir l'ensemble des autorisations administratives, de police ou autres dont les copies devront être transmises à la Métropole au plus tard 72 heures avant la tenue de l'Evènement. A défaut, la Métropole sera en droit d'interdire l'accès au Stade à l'Organisateur.

Toutes les prestations, à l'exception de celles décrites à l'article 3 de la présente convention sont à la charge de l'Organisateur.

Pour toutes les actions de communication en lien avec l'Evènement, l'Organisateur s'engage à mentionner le nom de la Métropole, ainsi que d'apposer son logo sur l'ensemble de supports de communication, y compris les supports numériques. Il s'engage à valoriser l'image de la Métropole le jour de l'Evènement. Pour ce faire, il prendra attache avec la direction de la communication de la Métropole afin de définir les modalités de mise en œuvre.

Pour le bon fonctionnement du Stade avant et pendant l'Evènement, l'Organisateur s'engage à fournir à la Métropole un nombre nécessaire d'accréditations défini d'un commun accord.

ARTICLE 5 : GÉNÉRALITÉS

5.1. GÉNÉRALITÉS

L'Organisateur reconnaît avoir connaissance de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires qui s'appliquent notamment concernant les Etablissements Recevant du Public (ERP). Il s'engage à se conformer à ces dispositions pour l'usage des locaux présentement mis à disposition et définis à l'article 2.

Il incombe à l'Organisateur d'accomplir les formalités juridiques, fiscales et administratives liées à son activité. La Métropole ne pourra être tenue responsable pour quelque manquement que ce soit.

L'Organisateur ne pourra ni prêter, ni sous-louer, même à titre gracieux les lieux mis à disposition.

Tout dépassement de la durée de location, ou toute restitution non conforme au constat d'huissier tel qu'il est défini dans l'article 5.2, engagera totalement la responsabilité de l'Organisateur en cas notamment d'annulation des activités de l'un des Clubs Résidents. L'Organisateur devra en outre assurer financièrement toutes les conséquences de cette annulation telles qu'elles pourraient être estimées par une juridiction compétente.

Tout jour de dépassement sera facturé sur la base du montant de redevance maximale selon la capacité du stade (3 ou 4 tribunes) selon la catégorie de l'Organisateur délibéré par le Conseil de la Métropole.

5.2. SÉCURITÉ / SURETÉ

L'Organisateur est responsable de la sécurité / sureté des biens et des personnes pendant la durée de la mise à disposition. Il aura pour cela recours à des prestataires agréés.

L'Organisateur assurera à sa pleine charge toutes les prestations de surveillance, de gardiennage et de sécurité conformément aux prescriptions des autorités administratives, des dispositions issues des réunions préparatoires, des prescriptions et des différents règlements applicables.

Il nommera un interlocuteur unique dénommé Responsable Sécurité / Sureté qui aura pour mission de superviser l'action des différents prestataires ; il sera notamment chargé et de façon non restrictive de :

- Assurer la sécurité des biens et des personnes conformément à la réglementation en vigueur ;
- Coordonner les actions des différents prestataires de la sécurité du public dans le Stade et ses abords ;
- Contrôler le placement de l'ensemble des agents dans le Stade et ses abords ;
- Rester en relation avec le Chef d'Etablissement ou son représentant et les services de sécurité.

5.3. ETAT DES LIEUX / CONSTAT D'HUISSIER

L'Organisateur prendra possession des locaux dans l'état où ils se trouveront à la date de la mise à disposition. Un état des lieux sera dressé contradictoirement au début et à la fin de la mise à disposition du Stade.

L'état des lieux se fera en présence de l'Organisateur, de la Métropole, du Chef d'Etablissement et d'un huissier de justice désigné par la Métropole dont la rémunération sera portée à la charge de l'Organisateur. Un procès-verbal de l'état des lieux signé par les parties sera remis à chacun d'eux. Si l'Organisateur ne pouvait se libérer au jour fixé, l'état des lieux établi en son absence serait réputé contradictoire.

5.4. DÉGRADATIONS / SINISTRES

Pour le cas où durant l'occupation du Stade se produiraient des dégradations ou un sinistre faisant l'objet d'une mention sur l'état des lieux de sortie tel que défini à l'article 5.2, l'Organisateur s'engage, sans délai, à procéder au signalement et à la réparation des dégradations constatées. L'Organisateur est présumé seul responsable de tout dommage pouvant survenir pendant la période d'occupation, à charge pour lui de se retourner contre les auteurs dédits dommages.

A défaut de signalement et de réparation dans un délai concerté, la Métropole s'autorise à réaliser les travaux rendus nécessaires du fait du manquement de l'Organisateur, aux frais de ce dernier.

5.5. ASSURANCES

L'Organisateur, s'engage à assurer auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable de son choix :

- Sa responsabilité locative pour les bâtiments (risque locatif) ainsi que pour les agencements, mobiliers, matériels, sols, y compris revêtement synthétique du terrain, sous-sols et végétation qui lui sont confiés par la Métropole et ce à hauteur de 10 000 000€ (dix millions d'euros) sans autre sous limitation pour l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité notamment les risques incendies, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux, vol, bris de glace, vandalisme, etc.
- Ses propres biens agencements, mobiliers, matériels, marchandises et ceux dont il serait détenteur (autre que ceux confiés par la Métropole et visés au paragraphe ci-dessus) pour l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité notamment les risques incendies, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux, vol, bris de glace, vandalisme, etc.
- Sa responsabilité civile, pour l'ensemble des dommages de toute nature qui peuvent être occasionnés aux tiers, du fait de son occupation et en sa qualité d'Organisateur.

L'Organisateur ne peut stocker de matériel dans l'enceinte du Stade que pendant la période effective de mise à disposition avec l'accord du Chef d'Etablissement. Si toutefois du matériel devait être entreposé avant ou après cette période, un service de gardiennage devra être mis en place par l'Organisateur pour veiller au stockage du dit matériel. A aucun moment la Métropole ne pourra être tenue responsable de la dégradation et ou de la disparition de ce matériel et être appelée en dédommagement.

La Métropole, garde la responsabilité de propriétaire de biens immobiliers ; tout autre risque de quelque sorte que ce soit et sans limitation de montant doit faire l'objet d'un contrat d'assurance souscrit par l'Organisateur auprès d'un assureur solvable.

ARTICLE 6 : EXISTENCE DU CONTRAT

6.1. PRISE D'EFFET DU CONTRAT

Le présent contrat prendra effet dès sa notification à L'Organisateur.

L'annonce officielle de l'Événement, le lancement de la billetterie, le versement d'une somme quelconque ou la commande de prestations techniques par l'Organisateur avant la signature de la convention ne lieront pas la Métropole à l'Organisateur.

Aucune modification ne pourra être prise en compte si elle n'a pas fait l'objet d'un avenant à la présente convention.

6.2. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La convention qui aura pris effet, soit par un commencement d'exécution, soit parce que les actes auront été régulièrement signés, pourra être résiliée si l'une des parties n'exécute pas ses obligations.

La convention sera résiliée de plein droit sans indemnité ni remboursement des sommes versées par l'Organisateur, dans le cas où ce dernier n'aurait pas exécuté une ou plusieurs des obligations à sa charge, notamment dans les cas suivants :

- Défaut de versement d'une somme contractuellement due telles que définies à l'article 8 ;
- Non-respect de la réglementation applicable ;
- Non transmission des rapports de conformités des installations techniques tel que défini à l'article 4 ;
- Absence au cours des réunions techniques et de sécurité préalables ;
- Refus d'établissement de l'état des lieux ;
- Non présentation des attestations d'assurance.

L'accès au Stade sera refusé en cas de non-respect de l'une de ces obligations.

L'Organisateur ne pourra pas se prévaloir d'un manquement à l'une de ses obligations pour demander la résiliation du contrat.

Par dérogation, l'Organisateur pourra résilier le contrat pour tout motif général, sans versement d'indemnité, ni de sa part ni de celle de la Métropole. Seuls les frais techniques engagés par la Métropole pour l'organisation de l'Événement seront refacturés à l'euro / l'euro à l'Organisateur.

6.3. TRIBUNAL COMPÉTENT

En cas de litige, les tribunaux d'Aix-en-Provence et de Marseille sont seuls compétents.

7. AUTRES CLAUSES

7.1. BILLETTERIE

Dès lors qu'une billetterie en lien avec l'Événement est mise en place, l'Organisateur prend à sa charge et sous sa seule responsabilité sa fabrication et son éventuelle commercialisation. L'Organisateur s'engage à ne pas émettre plus de billets, invitations comprises, qu'il n'est prévu d'entrées du fait de la jauge retenue.

La Métropole se réserve le droit d'effectuer un contrôle de la billetterie par quelque moyen que ce soit, pour vérifier la capacité d'accueil du Stade au regard des règles de sécurité.

7.2. PRESTATIONS ANNEXES

- Publicité

Conformément à la loi EVIN N°9132 du 10 janvier 1991, relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, il est interdit de faire de la publicité pour des boissons alcoolisées ou du tabac tant sur les parvis extérieurs qu'à l'intérieur du Stade.

- Gardiennage des abords

Le gardiennage des abords et du parking de Stade sera assuré par une équipe d'un effectif suffisant sous le contrôle du Responsable Sécurité de l'Organisateur.

- Police et service d'incendie et de secours

Il appartient à l'Organisateur de prendre contact avec les services, de la Ville d'Aix-en-Provence en charge de l'événementiel et de la Préfecture, afin de remplir les démarches en lien avec l'organisation d'événements sur la commune et notamment de les informer de la jauge du public attendue et de demander la mise en place d'un service d'ordre extérieur et d'un service Incendie et Secours. Ces deux prestations sont à la charge de l'Organisateur.

Il est de la responsabilité de l'Organisateur de prévenir les autorités compétentes. En cas d'oubli de sa part, il prend le risque de se voir interdire le jour même par ces services le déroulement du spectacle sans versement d'aucune indemnité ni annulation de la redevance définie à l'article 8.

L'Organisateur prendra en charge l'armement et le fonctionnement du poste central de sécurité conformément aux directives des services compétents.

- Permanences techniques

Le coût des permanences techniques est intégré dans le tarif de la mise à disposition. Toute prestation demandée en supplément ou en dehors des horaires prévus sera facturée en sus.

- Téléphonie / internet

L'Organisateur prendra à sa charge tous les frais en lien avec des besoins téléphoniques et internet spécifiques. Cela inclus notamment les demandes d'ouverture de lignes et le règlement des factures.

8. REDEVANCE D'OCCUPATION DOMANIALE

Conformément à l'obligation faite à l'Organisateur et définie à l'article 4, la mise à disposition du Stade est soumise à redevance d'occupation domaniale conformément au tarifs délibérés par la Métropole.

Pour la période du X heures au X heures, soit jours, la redevance due par l'Organisateur s'élève à€.

Le recouvrement se fera selon les modalités suivantes :

- Acompte de 40% à la signature de la présente convention et réception du titre de recette par émis par le Trésor Public,
- Solde de 60% 24 heures au plus tard avant l'Événement et réception du titre de recette par émis par le Trésor Public.

Tout retard dans le règlement entraînera l'application d'intérêts moratoires conformément au taux en vigueur.

9. ANNEXES

Sont annexés à la convention et ont valeur contractuelle les documents suivants :

- Annexe 1 : plan des locaux et espaces du Stade
- Annexe 2 : délibération n°..... du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 octobre 2022 relative à l'approbation de la grille de tarification du Stade Maurice David

Fait en deux exemplaires, à Aix-en-Provence, le

La présente convention se compose de 9 pages et 9 articles ainsi que 2 annexes.

Pour l'Organisateur,	Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Fonction	Le Vice-Président délégué au Sport et aux Equipements Sportifs
Prénom NOM	David GALTIER